

UN PROGRAMME DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR LE CANADA

Michael Ignatieff, auteur lauréat, historien et professeur titulaire de la chaire Carr de politique des droits de la personne à la Kennedy School of Government de la Harvard University, a présenté en mars la conférence commémorative annuelle O.D. Skelton à Affaires étrangères Canada. Il a intitulé son exposé *Paix, ordre et bon gouvernement : Un programme de politique étrangère pour le Canada*. En voici quelques extraits.



photo : Faculté des arts, Université du Manitoba

Michael Ignatieff :
Tous les pays
doivent faire
porter leurs efforts
sur les domaines
dans lesquels
ils excellent.

Pour le mieux, et parfois pour le pire, la paix, l'ordre et le bon gouvernement, avec les institutions qui concrétisent ce credo dans notre vie nationale, sont garants de notre indépendance et de notre identité nationales. Le succès de ce credo fait de notre pays une des destinations les plus recherchées des migrants dans le monde. Notre capacité de résoudre nos conflits pacifiquement nous a permis de survivre alors que de nombreuses autres sociétés multinationales, multiethniques et régionalisées ont échoué. Bien que nos préoccupations au sujet de la corruption au sein du gouvernement soient justifiées, le Canada est un des pays les mieux gouvernés du monde, selon les normes de Transparency International. Notre attachement aux droits de la personne, à la tolérance et à la diversité n'est ni abstrait ni facultatif : nous sommes devenus si divers qu'il est la condition de notre survie comme peuple distinct. Ces idées — paix, ordre et bon gouvernement — ne sont pas qu'une simple échelle de valeurs; elles définissent notre intérêt national. Ce sont les conditions préalables de notre indépendance nationale.

Si cette façon d'interpréter notre intérêt national et nos valeurs est correcte, quelles en sont les implications pour la politique étrangère de notre pays? Comment ces valeurs et ces intérêts devraient-ils motiver nos rapports avec le reste du monde?

Pour répondre à cette question, il faut recenser les tendances planétaires qui influent le plus profondément sur nos intérêts comme pays et définir les compétences particulières que nous pouvons apporter à la solution des problèmes qui menacent la paix, l'ordre et le bon gouvernement dans le monde.

Chaque pays doit se concentrer sur ce qu'il fait le mieux, sur les activités où il jouit d'un avantage relatif. Je prétends que le Canada se doit d'agir à l'égard de la crise de l'ordre étatique qui sévit depuis longtemps, mais prend maintenant un caractère décisif, et qui balaie le monde, en minant la

paix, l'ordre et le bon gouvernement dans près d'une trentaine de pays du monde.

Tant que les gens ordinaires seront mal gouvernés, parce que leurs États sombrent dans le chaos ou se figent dans la tyrannie, ils ne pourront pas profiter de la mondialisation, de la technologie, de la science et du progrès. Sans États fonctionnels, après à procurer une vraie sécurité et de vrais services à leur population, la promesse de la mondialisation est une imposture. Sans États compétents, la gouvernance mondiale est une fiction.

Si ce diagnostic du défi crucial auquel le Canada fait face en matière de sécurité est correct, quelles politiques devons-nous adopter pour le relever?

L'objectif prioritaire de notre politique étrangère devrait être de consolider la paix, l'ordre et le bon gouvernement comme conditions *sine qua non* d'États stables, d'une démocratie durable et d'un développement équitable. D'autres pays auront toujours de plus gros budgets de développement que les nôtres, mais peu en savent autant que nous sur les relations de cause à effet entre bon gouvernement et bon développement. Comme d'autres — les Norvégiens, par exemple — se spécialisent dans l'instauration de la paix, par le processus d'Oslo et les processus sri-lankais, nous devrions nous spécialiser dans l'établissement d'un cadre stratégique qui rassemblerait toute notre activité de « gouvernance » dans un même programme d'action puissant.

« Tant que les gens ordinaires seront mal gouvernés, parce que leurs États sombrent dans le chaos ou se figent dans la tyrannie, ils ne pourront pas profiter de la mondialisation, de la technologie, de la science et du progrès. Sans États fonctionnels, la gouvernance mondiale est une fiction. »
